Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 6, n°3 | Décembre 2015

L'adaptation en tension (1/2)

L'adaptation en tension (1/2)

Horizons de recherche en sciences sociales autour de la question
environnementale

*Adaptation in tension (1/2). Research horizon in social sciences to address
environmental issues*

Julien Rebotier et Christelle Audouit

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/11033>

DOI : 10.4000/developpementdurable.11033

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Julien Rebotier et Christelle Audouit, « L'adaptation en tension (1/2) », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 6, n°3 | Décembre 2015, mis en ligne le 21 décembre 2015, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/11033> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.11033

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

L'adaptation en tension (1/2)

Horizons de recherche en sciences sociales autour de la question environnementale

Adaptation in tension (1/2). Research horizon in social sciences to address environmental issues

Julien Rebotier et Christelle Audouit

1. L'adaptation : coquille vide et simple levier...

- 1 Diffusée par les travaux du GIEC à partir du tournant des années 2000, l'adaptation est promue par le Grenelle de l'environnement (lois 2009 et 2010) comme stratégie de lutte contre les conséquences territoriales du changement climatique. La montée en puissance de la notion et son opérationnalisation rapide ont pris de court aussi bien le milieu académique que les élus, les techniciens et les politiques. La déstabilisation fut d'autant plus sensible que l'adaptation devait devenir en quelques années une obligation légale, à toutes les échelles territoriales (*e.g.* obligation faite aux collectivités territoriales de plus de 50000 habitants d'adopter des stratégies d'adaptation fin 2012, mais sans mesure coercitive en cas de non respect de cette obligation). Or, l'intégration à marche forcée de l'adaptation comme catégorie d'analyse et d'action provoque un retour à une interprétation techniciste et conduit à son appauvrissement heuristique, un peu sur le modèle de ce que l'on constate pour le développement durable (Dahan Dalmedico, 2007) pour la gestion des risques (Reghezza, 2015), ou plus largement dans le cadre de la question climatique (Castree et al., 2014).
- 2 Le succès même de la notion et/ou l'injonction à s'y référer font que l'adaptation recouvre tout processus de réponse ajustée dans un contexte mouvant, marqué par l'incertitude (là encore, le caractère polysémique et équivoque – ou du moins peu différencié – de l'adaptation renvoie aux principaux obstacles pointés dans le recours à la résilience, pour la recherche comme pour l'action : Reghezza et Rufat, 2015). Par là, l'adaptation ressortirait moins d'une politique publique visant un projet social et environnemental que de dispositifs ponctuels, largement diffusés et éminemment

techniques, dont la filiation serait à chercher dans les mantras opérationnels de discours globalisés traduits localement (Felli, 2014). En somme, tous les espoirs mis dans l'adaptation, en tant que mutation conceptuelle et pratique, semblent se dissoudre dans sa mise en pratique, dans les difficultés de son exercice ou dans la critique qui en est faite.

2.... ou opportunité conceptuelle pour penser le social ?

- 3 L'adaptation présente ainsi des difficultés pour penser les rapports entre les sociétés et leur environnement, ainsi que de nombreuses limites dans le domaine opérationnel. Malgré cela, nous pensons que l'adaptation peut constituer un objet de recherche spécifique aux sciences sociales, à même de révéler des tensions, des impasses, des contradictions, et même des opportunités qui marquent les sociétés et les formes de peuplement.
- 4 C'est dans la perspective d'une recherche tirée par la compréhension plus que par les résultats et par l'action que nous avons sollicité la communauté académique. Le numéro spécial que nous proposons vise à revenir sur cette notion de l'analyse et de l'action qui s'avère également riche d'enseignements pour ce qui est au cœur des réflexions de sciences sociales : la société (et son espace, pour la géographie notamment). L'intérêt de ce dossier ne consiste pas seulement à ajouter aux valeureux efforts déjà nombreux qui visent à décortiquer les politiques et initiatives d'adaptation sur les territoires (Bertrand et Rocher, 2013), ou qui cherchent à rendre explicites des dimensions instrumentales ou des rapports de force tacites et sous-jacents aux stratégies d'adaptation (Rebotier, 2014). Le dossier a également pour ambition de construire l'adaptation comme un objet de sciences sociales, et de ne pas s'en saisir de façon a-critique, comme une notion fonctionnelle et instrumentale qui ferait irruption parmi les sociétés et sur leurs territoires, du fait de l'urgence environnementale. Dans ce dossier, il est donc moins question de chercher à faire (et au mieux !) l'adaptation, que de voir ce que fait l'adaptation aux sociétés et aux peuplements, et ce que ces derniers font à l'adaptation, à l'idée d'adaptation, aux pratiques développées sur le terrain.
- 5 L'initiative de s'affranchir d'un cadrage technique, instrumental ou fonctionnel, porté par des approches (éco)systémiques ou fondées sur l'étude des socio-écosystèmes est le produit de contributions grandissantes dans la littérature, qui pointent la répétition des mêmes impasses fonctionnalistes dans les approches et la « gestion » de l'environnement (de Janssen et Ostrom, 2006 à Lövebrand *et al.*, 2015), ainsi que de réflexions tirées du Colloque 2Pau, Pratiques et portée de l'adaptation, organisé en janvier 2014 au terme du programme régional CESAR (Changement Environnemental et Stratégies d'Adaptation en Région – Aquitaine), au laboratoire SET, à Pau. La reconnaissance de limites récurrentes dans la façon de poser et d'étudier l'adaptation, bien documentées par des études de cas multipliées en France et à l'étranger, a mené le groupe¹ à se pencher sur la notion même d'adaptation, sur les façons de l'aborder, et sur les questions de recherche qui lui étaient le plus associées. C'est ainsi qu'un horizon de recherche sur l'adaptation s'est ouvert, non réduit au périmètre fonctionnel d'un levier à actionner.
- 6 Dans ce dossier de *Développement Durable et Territoires*, nous avons invité les contributeurs à prendre acte de la tension dont fait l'objet l'adaptation, à la fois nécessaire et toujours imparfaite, et de restituer ce que cette tension recouvre sur les territoires, pour les

acteurs, dans les pratiques ou dans les formes de peuplement. C'est le paradoxe que recouvre l'adaptation qui nous semble porteur d'enseignements pertinents dans une perspective de sciences sociales, et dont l'intérêt pour l'action, dans une phase ultérieure, est tout à fait envisageable. En outre, nous voyons une façon d'affirmer la légitimité des sciences sociales à propos de la question environnementale lorsqu'il s'agit de montrer que la recherche sur l'environnement ce n'est pas seulement trouver des solutions, c'est aussi créer de la connaissance et comprendre les sociétés saisies par une problématique contemporaine majeure. Le cas échéant, il s'agit de poser de meilleures questions, qui ouvrent à d'autres horizons, plus qu'elles n'enferment dans le périmètre de réponses toujours insatisfaisantes.

3. La portée du dossier

- 7 Cette proposition de réflexion collective sur l'adaptation en tension est constituée initialement dans une perspective de géographie sociale et politique, mais l'évolution des discussions et la composition du Comité Scientifique du colloque de janvier 2014 ont contribué à ouvrir l'appel à d'autres approches disciplinaires en sciences sociales, à même de contribuer au débat posé. Géographes, sociologues, politistes ou encore économistes et gestionnaires participent à travers différentes études de cas de l'interrogation centrale de ce dossier. Toutes les propositions se sont données pour objectif de décaler la question sur l'adaptation et de faire émerger les tensions et les contradictions qui l'accompagnent parmi les sociétés et sur les territoires. Entre les portées heuristique, analytique et opérationnelle de l'adaptation, il a également été question d'explorer la définition de la notion d'adaptation comme un objet spécifique de sciences sociales porteuses d'une approche compréhensive. Dans ces termes, à quoi peut faire référence l'adaptation ? Quelles questions principales l'accompagnent ? Quelles réflexions une notion affranchie des cadrages fonctionnels dominants nous permet-elle de mener ? Avec quelles conséquences sur la réalité sociale et spatiale décrite ? Pour la pratique de la recherche ?
- 8 Pour ce dernier objectif (et très ambitieux pour un numéro de revue), des jalons seulement ont été posés. Et si le projet est à ce titre inachevé, l'intérêt d'explorer un horizon de recherche spécifiquement marqué par les sciences sociales autour de l'adaptation n'est qu'accentué par les contributions présentées dans ce dossier. Pour des raisons liées aux calendriers de publication et aux rythmes de l'élaboration des versions définitives des articles, nous avons souhaité procéder à une mise en ligne en deux temps. La première est contemporaine d'un grand rendez-vous planétaire sur la question environnementale : la COP21 à Paris, début décembre 2015. Alors que nous nous situons dans un autre registre que celui des négociations internationales, nous prétendons, du fait de cette concomitance, souligner l'importance d'élargir les horizons de discussion, de débat et de connaissance, un peu à la manière dont les COP agglomèrent des initiatives alternatives, sociales, collectives, en marge de négociations sur la « gestion » de la question environnementale. La deuxième livraison de contributions de ce numéro spécial aura lieu courant 2016, et sera l'occasion d'opérer un retour sommaire sur la tenue de l'événement COP21 – Paris, au regard des réflexions non pas techniques et opérationnelles, mais réflexives et compréhensives (non moins nécessaires !) proposées par ce dossier sur l'adaptation en tension.

4. Organisation du dossier

- 9 Ce dossier thématique divisé en trois parties compte cinq articles. La première partie revient sur les définitions et l'articulation de l'adaptation avec d'autres notions de l'analyse et de la gestion des relations entre sociétés et milieux. La deuxième et la troisième partie, au travers de cas d'étude spécifiques sur l'urbanisation des zones inondables et sur les injonctions d'adaptation et de durabilité dans le cadre des déplacements quotidiens, permet d'illustrer le travail nécessaire de socialisation et de territorialisation de la notion. Sans cet effort réflexif et critique, l'adaptation n'est qu'un nouvel avatar du solutionnisme technique dont la portée reste limitée. Dans son ensemble, le dossier traite notamment de la question de l'adaptation aux changements climatiques et aux risques naturels, et propose des analyses de l'instrumentalisation du concept de résilience pour comprendre ce que recouvre l'adaptation dans le domaine des risques. Les initiatives et les discours des Nations Unies, des États ou des collectivités territoriales sont quelques uns des points d'entrée privilégiés dans les analyses livrées ici. Ainsi, les implications des logiques d'adaptation s'avèrent parfois contradictoires avec les intentions préalables, du moins telles qu'elles sont mises en avant. Par exemple, outre les objectifs affichés de gestion des risques, elles peuvent entraîner en parallèle l'accroissement des conditions de vulnérabilités de certaines catégories sociales, ou de certains espaces. La mobilité, quant à elle, est discutée, ramenée aux représentations qu'ont les populations de la durabilité. Sur la base de réflexions théoriques croisées à des études de cas issues de recherches de terrain ou de travaux analytiques du discours politique, tant les usages que les pratiques de l'adaptation sont à chaque fois contextualisés afin d'en démontrer les potentialités et les limites politiques, scientifiques et opérationnelles.
- 10 La première partie du dossier comprend trois articles qui exposent une analyse sur l'évolution de la définition de l'adaptation et de la résilience et les conséquences de leur application à l'échelle locale.
- 11 L'article de Béatrice Quenault « De Hyōgo à Sendai, la résilience comme impératif d'adaptation aux risques de catastrophe : nouvelle valeur universelle ou gouvernement par la catastrophe ? » porte une réflexion sur l'évolution de l'instrumentalisation du concept de résilience depuis les dix dernières années (de 2005 à 2015). L'analyse des discours onusiens démontre le glissement sémantique du mot résilience. L'auteur souligne ainsi les conséquences que cela génère dans la gestion des risques de catastrophes : comment ce phénomène s'accompagne d'un processus de désengagement des États et de promotion de l'adaptation à l'échelle individuelle.
- 12 L'article des géographes, Magali Reghezza-Zitt et Samuel Rufat, « L'adaptation en Île-de-France entre injonction et recyclage. Techniques et politiques de la société de l'incertitude » questionne la notion d'adaptation en s'intéressant à son application à l'échelle locale. Dans un premier temps, l'évolution de la notion d'adaptation au cours de ces soixante dernières années est exposée ; évolution qui se traduit par la recherche de l'application de l'adaptation sur le court terme par un solutionnisme technique au détriment d'une vision sur le long terme visant à repenser le rapport entre les milieux biophysiques et les sociétés humaines. A travers le cas d'étude sur la mise en application de la gestion d'une crue majeure en Île-de-France, l'article met en lumière, à partir d'entretiens, la façon dont les acteurs territoriaux, les services de l'État, les collectivités,

re-définissent l'adaptation et la résilience. De la même manière que l'article précédent de Béatrice Quenault, la contribution de Magali Reghezza-Zitt et Samuel Rufat éclaire sur le positionnement des services de l'État quant à la notion d'adaptation aux crises.

- 13 Le travail bibliographique des auteurs sur les notions d'adaptation et d'ajustement, et sur les concepts de résilience et vulnérabilité, croisé avec une contextualisation de la gestion des risques de crue de l'Île-de-France, aide le lecteur à prendre la mesure dont l'acceptation contemporaine de l'adaptation peut s'éloigner de sa définition originale. On voit ainsi une mise en tension due à certains éléments : le manque de débat public sur la portée de l'adaptation, une technicité qui sert la dimension économique mais ne réduit pas la vulnérabilité des populations les plus sensibles, le déplacement des responsabilités (sans conditions concertées) vers les individus.
- 14 Si pour Magali Reghezza-Zitt et Samuel Rufat la définition de l'adaptation est marquée par une comparaison à l'ajustement en soulignant l'évolution de leurs définitions dans le temps, celle de l'article en aménagement de François Bertrand et Elsa Richard, « La délicate existence locale de l'adaptation aux changements climatiques : avec, sans, ou à côté de l'atténuation » se distingue par son association au terme atténuation, mettant en exergue cette mise en tension entre ces deux représentations. Ici, l'adaptation conduit à des actions qui agissent sur les conséquences du changement climatique alors que l'atténuation se traduit par des actions qui influent sur les causes. A travers divers études de cas menées en France et croisées avec la littérature, une démarche intégrée de l'action locale permettrait d'envisager la complémentarité entre l'adaptation et l'atténuation.
- 15 La deuxième partie du dossier est composée d'un article, celui de Matilde Gralepois et de Sofia Guevara, intitulé « L'adaptation aux risques d'inondation façonnée par les métiers de la ville. Tensions à l'échelle du projet d'aménagement ». Il met en relief les tensions qui existent dans les projets urbains sur les cours d'eau, avec une entrée originale qui concerne la tentation d'utiliser les zones inondables sous couvert d'un urbanisme adapté aux conditions de risque. C'est dans ce cadre qu'elles mettent en tension trois corps de métier (l'hydraulicien, l'architecte, le paysagiste) au moment de la fabrique du projet. Un petit rappel historique des positionnements des collectivités locales quant à l'urbanisation des villes d'eau aide à comprendre l'évolution des politiques locales d'urbanisme et la mise en tension entre nécessité de respecter des normes imposées par l'État pour réduire la vulnérabilité des populations et la mise en valeur du foncier des espaces inondables pour un développement économique, qui très souvent mise sur la qualité environnementale et paysagère de la ville. Cet article montre comment la promotion des stratégies d'adaptation, mais aussi de résilience de la ville à risques permet d'introduire une forme d'instrumentalisation esthétique de la présence de l'eau dans les projets urbains dans laquelle la question du risque est résolue par une approche réglementaire et technique, au détriment d'une approche par les vulnérabilités des populations.
- 16 La troisième et dernière partie du dossier est aussi composée d'un seul article, intitulé « Adapter les pratiques aux valeurs, adapter les valeurs aux pratiques : compensation et conciliation des habitants du périurbain pour une mobilité durable » par Georges-Henry Laffont et Denis Martouzet. A l'heure où la mobilité est une thématique importante quant à la réduction du gaz à effet de serre sur les territoires notamment urbains, cet article éclaire sur les stratégies d'adaptation développées à échelle individuelle dans le domaine du déplacement durable. La durabilité peut être vécue autrement que comme une contrainte, elle peut être opportunité pour certains. Elle devient alors une valeur

culturelle parmi d'autres. L'analyse réalisée sur la mobilité et la durabilité à partir d'entretiens menés auprès d'une quarantaine de personnes habitant le périurbain montre une myriade de formes d'adaptation de la part des individus par rapport aux contraintes spatiales, techniques, temporelles. Ce travail permet de donner du sens aux attitudes des habitants face à cette injonction de la durabilité et traduit les représentations que l'individu construit sur sa mobilité.

BIBLIOGRAPHIE

- Bertrand F., Rocher L. (dir.), 2013, *Les territoires face aux changements climatiques*, Bern, Peter Lang.
- Castree N., Adams W.M., Barry J., Brockington D., Büscher B., Corbera E., Demeritt D., Duffy R., Felt U., Neves K., Newell P., Pellizzoni L., Rigby K., Robbins P., Robin L., Bird Rose D., Ross A., Schlosberg D., Sörlin S., West P., Whitehead M., Wynne B., 2014, "Changing the intellectual climate", *Nature climate change*, Volume 4, p. 763-768.
- Dahan Dalmedico A., 2007, « Le régime climatique, entre science, expertise et politique » i Dahan Dalmedico A. (dir.) *Les modèles du futur. Changement climatique et scénarios économiques : enjeux scientifiques et politiques*, Paris, La Découverte, p. 113-139.
- Felli R., 2014, « « S'adapter », « devenir résilients » : vers une nouvelle éthique de la politique environnementale internationale », *Ethique publique*, Volume 16, n° 1, p. 101-120.
- Janssen M. A., Ostrom E., 2006, "Resilience, vulnerability, and adaptation : A cross-cutting theme of the International Human Dimensions Programme on Global Environmental Change", *Global Environmental Change*, volume 16, p. 237-239.
- Lövbrand E., Becker S., Chilvers J., Forsyth T., Hedren J., Hulme M., Lidskog R., Vasileiadou E., 2015, "Who speaks for the future of Earth ? How critical social science can extend the conversation on the Anthropocene", *Global Environmental Change*, Volume 32, p. 211-218.
- Rebotier J., 2014, « Adaptations aux changements environnementaux et territoires. Questions de (science en) société », *Sud-Ouest Européen*, Volume 37, p. 5-12.
- Reghezza M., 2015, « Territorialiser ou ne pas territorialiser le risque et l'incertitude. La gestion territorialisée à l'épreuve du risque d'inondation en Île-de-France », *L'espace politique*, Volume 26, n° 2, [<http://espacepolitique.revues.org/3543>], (consulté le 18/11/2015).
- Reghezza M., Rufat S. (dir) 2015, *Résilience. Sociétés et territoires face à l'incertitude, aux risques et aux catastrophes*, Croydon, ISTE Éditions, Collection Écologie.

NOTES

1. Le Comité Scientifique du colloque a largement contribué à l'initiative de ce dossier spécial. La possibilité de donner suite, sous différentes formes et dans la durée, à un travail académique collectif et profondément ancré dans une perspective de compréhension n'est pas si courante.

Que le Comité Scientifique soit ici chaleureusement remercié pour sa contribution et l'adhésion à ce projet.

AUTEURS

JULIEN REBOTIER

Julien Rebotier est chargé de recherche au CNRS. Il pratique une géographie sociale et politique des risques et de l'environnement, essentiellement sur des terrains urbains et latino-américains, mais aussi dans le Sud-Ouest français. Membre du laboratoire Interdisciplinaire, Solidarités, Sociétés, Territoires (LISST) – UMR 5193, Université Toulouse, julien.rebotier@cnrs.fr

CHRISTELLE AUDOUIT

Christelle Audouit est ingénieure de recherche en « Production et analyse de données » et géographe « littoraliste », spécialisée sur les interactions hommes-milieus, notamment sur la gestion des espaces naturels des littoraux du Nord et du Sud de la France. Elle est aussi membre du Comité de rédaction de la revue Développement Durable et Territoires. Membre du laboratoire Territoires, Villes, Environnement et Société (TVES EA 4477), Université Lille, christelle.audouit@univ-lille1.fr